

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

10 NOVEMBRE 1983

PROJET DE LOI

relatif à certains aspects de la condition des étrangers
et instituant le Code de la nationalité belge

AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. VAN DEN BOSSCHE

Article 1^{er}.

1) A. — En ordre principal :

A la fin du 4^o, remplacer les mots « ainsi que leurs enfants s'ils sont à leur charge, et viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans, à moins qu'un accord international liant la Belgique ne prévoiè des dispositions plus favorables » par les mots « ainsi que leurs enfants, qui viennent vivre avec eux et qui soit n'ont pas atteint l'âge fixé par la loi belge pour la majorité civile, soit sont à leur charge ».

JUSTIFICATION

Il ressort de la discussion relative au projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (session 1977-1978) que le dépôt d'un amendement par M. Bourgeois à l'article 15, deuxième alinéa, a donné lieu à l'insertion du passage suivant dans le rapport concernant ce projet : « Les membres déclarent que si la loi n'a pas pour but d'accepter le plus d'étrangers possible, elle n'entend pas non plus séparer les familles. Il proposent d'introduire le mot « ou » à la place du mot « et » (rapport, p. 29).

B. — En ordre subsidiaire :

A la fin du 4^o, remplacer les mots « l'âge de dix-huit ans, à moins qu'un accord international liant la Belgique ne prévoiè des dispositions plus favorables » par les mots « l'âge fixé par la loi belge pour la majorité civile ».

JUSTIFICATION

Notre amendement a pour but de maintenir l'âge en vigueur actuellement. Pour éviter des discriminations inutiles entre les étrangers, les étrangers privilégiés et

Voir :

756 (1983-1984) :

— N° 1 : Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

10 NOVEMBER 1983

WETSONTWERP

betreffende sommige aspecten van de toestand van
de vreemdelingen en houdende invoering van het
Wetboek van de Belgische nationaliteit

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER VAN DEN BOSSCHE

Artikel 1.

1) A. — In hoofdorde :

« In fine » van het 4^o, woorden « alsmede hun kinderen die te hunnen laste zijn en die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt, tenzij een internationaal verdrag dat België bindt meer voordelige bepalingen bevat » vervangen door de woorden « alsmede hun kinderen, die met hen komen samenleven en die, ofwel de leeftijd niet hebben bereikt die de Belgische wet voor de burgerlijke meerderjarigheid bepaalt, ofwel te hunnen laste zijn ».

VERANTWOORDING

Ter gelegenheid van de discussie omtrent het wetsontwerp betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen, zitting 1977-1978, blijkt uit het verslag van de bespreking bij artikel 15, tweede lid, dat naar aanleiding van een amendement van de heer Bourgeois : « De leden verklaren dat de wet weliswaar niet tot doel heeft zoveel mogelijk vreemdelingen toe te laten, maar evenmin beoogt families te scheiden. Ze stellen dan ook voor het woord « en » door het woord « of » te vervangen » (verslag, blz. 29).

B. — In bijkomende orde :

« In fine » van het 4^o, de woorden « de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt, tenzij een internationaal verdrag dat België bindt meer voordelige bepalingen bevat » vervangen door de woorden « de leeftijd hebben bereikt die de Belgische wet voor de burgerlijke meerderjarigheid bepaalt ».

VERANTWOORDING

Door dit amendement wordt de huidige leeftijd behouden. Om onnodige discriminaties tussen vreemdelingen, bevoorrechte vreemdelingen en Belgen te

Zie :

756 (1983-1984) :

— Nr 1 : Wetsontwerp.

les Belges, il serait préférable que l'âge auquel le regroupement familial cesse d'être un droit soit fixé en fonction de l'âge prévu par la loi belge pour la majorité civile.

De plus, la disposition proposée qui vise à abaisser l'âge requis à dix-huit ans va à l'encontre des conventions internationales signées par la Belgique, à savoir :

- l'article 12 de la Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant qui dispose que les enfants célibataires peuvent rejoindre le travailleur migrant aussi longtemps qu'ils sont considérés comme mineurs par le pays d'accueil;
- l'article 19, 6, de la Charte sociale européenne qui donne en annexe le sens suivant au terme « famille » : « la famille se compose au moins de l'époux (épouse) du travailleur et de ses enfants de moins de vingt-et-un ans qui sont à sa charge »;
- la résolution (78) 33 du Conseil de l'Europe « relative au regroupement familial dans le cadre d'immigrations de travailleurs dans les Etats membres du Conseil de l'Europe : B, 1, a. En ce qui concerne l'admission des membres des familles de travailleurs migrants. Faire bénéficier du regroupement familial le conjoint du travailleur migrant et les enfants mineurs à charge et accorder ce bénéfice, lorsque des raisons humanitaires le justifient... ».

2) Compléter le premier alinéa par un 5^o, libellé comme suit :

« 5^o les ascendants à charge d'un étranger admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume ou autorisé à s'y établir ».

JUSTIFICATION

Dans le cadre de la notion sociologique de regroupement familial, il convient de tenir compte des réalités sociales, c'est-à-dire du fait qu'une famille — sûrement en ce qui concerne les familles de migrants — comprend aussi bien les descendants que les ascendants. Limiter unilatéralement cette notion aux descendants équivaut à introduire une notion moderne purement occidentale dans la législation relative à cette matière.

Le règlement n° 1612/68 (C.E.E.) du Conseil des Communautés européennes relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté prévoit en son article 10 :

« 1. Ont le droit de s'installer avec le travailleur ressortissant d'un Etat membre employé sur le territoire d'un autre Etat membre, quelle que soit leur nationalité :

- » 1) son conjoint et leurs descendants de moins de vingt-et-un ans ou à sa charge;
- » 2) les ascendants de ce travailleur et de son conjoint qui sont à sa charge. »

Une disposition analogue figure dans la directive 73/148 (C.E.E.) du Conseil des Communautés européennes relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestation de services, et plus particulièrement à l'article 1^{er}.

Il convient également de citer la résolution (78) 33 du Conseil de l'Europe « relative au regroupement familial dans le cadre d'immigrations de travailleurs dans les Etats membres du Conseil de l'Europe, résolution qui tend à faire bénéficier du regroupement familial le conjoint du travailleur migrant et les enfants mineurs à charge et accorder ce bénéfice, lorsque des raisons humanitaires le justifient, aux membres de la famille à charge, notamment aux ascendants du travailleur migrant et de son conjoint qui sont âgés et isolés dans le pays d'origine et à leur délivrer par conséquent les permis de séjour requis... ».

D'autre part, il convient de se référer à une convention signée entre la Belgique et la Turquie concernant l'emploi de travailleurs turcs en Belgique, et qui porte en son article 11, deuxième alinéa : « la famille du travailleur se compose du conjoint et des enfants mineurs à charge; dans des cas particuliers, les travailleurs peuvent être autorisés à faire immigrer leurs ascendants à charge ».

3) Supprimer le deuxième alinéa.

JUSTIFICATION

L'Exposé des motifs précise qu'il y aurait des abus en ce domaine et que l'alinéa précité a pour but de les combattre. Toutefois, ces abus ne font l'objet d'aucune définition précise.

Des causes objectives peuvent être à l'origine du fait que le regroupement familial ne peut être réalisé dans le délai prévu par le texte proposé. A cet égard, on citera l'exemple de la poursuite d'études entamées par l'enfant dans le pays d'origine. Dans ce cas, cet enfant peut invoquer un intérêt légitime pour accomplir ses études dans ce pays et celles-ci peuvent prendre plus de temps que le délai prévu.

Par ailleurs, nous songeons également au cas de l'étranger dont l'épouse est restée avec ses enfants dans le pays d'origine et qui décède ou divorce d'avec son

vermijden, is het verkieslijk dat de leeftijd waarop de gezinshereniging ophoudt een recht te zijn, wordt vastgesteld in functie van de leeftijd die door de Belgische wet vastgesteld wordt voor de burgerlijke meerderjarigheid.

Bovendien is de voorgestelde bepaling om de leeftijd tot 18 jaar te verminderen, zoals in het ontwerp voorzien, in strijd met internationale verdragen die door België ondertekend zijn :

- artikel 12 van het Europees Verdrag betreffende het juridisch statuut van de migrerende werknemers bepaalt dat de ongehuwde kinderen de migrerende werknemer mogen vervoegen zolang zij als minderjarig beschouwd worden door het ontvangstantland;
- artikel 19, 6, van het Europees Sociaal Charter geeft in bijlage de volgende betekenis aan de term familie : « het gezin bestaat ten minste uit de echtgeno(o)t(e) en de kinderen ten laste van minder dan 21 jaar »;
- resolutie (78) 33 van de Raad van Europa « relative au regroupement familial dans le cadre d'immigrations de travailleurs dans les Etats membres du Conseil de l'Europe : B, 1, a. En ce qui concerne l'admission des membres des familles de travailleurs migrants. Faire bénéficier du regroupement familial le conjoint du travailleur migrant et les enfants mineurs à charge et accorder ce bénéfice, lorsque des raisons humanitaires le justifient... ».

2) Aan het eerste lid een 5^o toevoegen, luidend als volgt :

« 5^o de ascendenten ten laste van een tot een verblijf in het Rijk toegelaten of gemachtigde vreemdeling of van een tot vestiging aldaar gemachtigde vreemdeling ».

VERANTWOORDING

Bij het hanteren van het sociologisch begrip gezinshereniging, dient rekening gehouden te worden met de maatschappelijke werkelijkheid dat een gezin zich, zeker voor wat betreft migrantenfamilies, uitstrekt zowel naar de descendentes als naar de ascendenten toe. De eenzijdige inkrimping van het begrip familiehereniging tot descendentes, is een introductie van een zuiver Westers modernistisch begrip in deze wetgeving.

De verordening nr 1612/68 (E.E.G.) van de Raad van Europese Gemeenschappen betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap stelt in artikel 10 :

« 1. Met de werknemer die onderdaan is van een lid-Staat en die op het grondgebied van een andere Lid-Staat is tewerkgesteld, mogen zich vestigen, ongeacht de nationaliteit :

- » 1) zijn echtgenoot en bloedverwanten in neergaande lijn beneden de leeftijd van 21 jaar of die te hunnen laste zijn;
- » 2) de bloedverwanten in opgaande lijn van deze werknemer en van zijn echtgenoot die te zijnen laste zijn. »

Een gelijkaardige bepaling werd opgenomen in de richtlijn 73/148 (E.E.G.) van de Raad van Europese Gemeenschappen inzake de opheffing van de beperkingen van de verplaatsing en het verblijf van onderdanen van de lid-Staten binnen de Gemeenschap terzake van vestiging en verrichten van diensten, meer bepaald in artikel 1.

Resolutie (78) 33 van de Raad van Europa « relative au regroupement familial dans le cadre d'immigrations de travailleurs dans les Etats membres du Conseil de l'Europe : B, 1, a. Faire bénéficier du regroupement familial le conjoint du travailleur migrant et les enfants mineurs à charge et accorder ce bénéfice, lorsque des raisons humanitaires le justifient, aux membres de la famille à charge, notamment aux ascendants du travailleur migrant et de son conjoint qui sont âgés et isolés dans le pays d'origine et leur délivrer par conséquent les permis de séjour requis... ».

Tevens kan verwezen worden naar een overeenkomst tussen België en Turkije betreffende de tewerkstelling van Turkse werknemers in België, geratificeerde overeenkomst die in artikel 11, tweede lid, voorziet : « Het gezin van de werknemer bestaat uit de echtgenote en de minderjarige kinderen ten laste; in bijzondere gevallen, kunnen de werknemers toestemming bekomen om ascendenten ten laste te laten overkomen ».

3) Het tweede lid weglaten.

VERANTWOORDING

In de memorie van toelichting van het ontwerp wordt gesproken van misbruiken die in deze zouden bestaan, en die door dit lid zouden tegengegaan worden. Deze misbruiken worden echter niet nader omschreven of bepaald.

Objectieve oorzaken kunnen ten grondslag liggen aan het feit dat familiehereniging niet binnen de in de voorgestelde tekst bepaalde tijdsspanne kan verwezenlijkt worden. Terzake kan verwezen worden naar bijvoorbeeld het verderzetten van begonnen studies door het kind in het land van herkomst. Waarbij een rechtmatig belang van het kind vraagt dat het zijn studies kan volvoeren in genoemd land, en deze studies langer kunnen duren dan de bepaalde termijn.

Terzake kan bijvoorbeeld ook gedacht worden aan het geval van de vreemdeling wiens echtgenote met de kinderen in het land van herkomst gebleven is en

mari, les enfants étant confiés à ce dernier, soit par suite de l'ouverture de la tutelle, soit par attribution du droit de garde. Si le délai proposé est instauré, le regroupement familial éventuel sera tributaire du hasard et non d'une cause objective.

Dans le système proposé par le projet, le Ministre pourra, il est vrai, accorder l'autorisation requise, en application de l'article 9, ce qui implique toutefois que l'étranger dépend entièrement du jugement arbitraire dudit Ministre contre lequel il n'existe aucun recours. En cas d'adoption de notre amendement, l'étranger se verra conférer un droit, dont l'exercice ne dépendra pas d'une décision arbitraire du Ministre de la Justice ou de son délégué.

4) Supprimer le troisième alinéa.

JUSTIFICATION

Cet alinéa prive les membres de la famille de l'étranger autorisé à séjourner dans notre pays du droit de rejoindre leur parent. Cette disposition est en contradiction avec le droit au regroupement familial, tel qu'il est prévu dans les conventions internationales suivantes :

— les articles 8 et 12 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoient respectivement que toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale et qu'à partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille;

— l'article 12 de la Convention européenne relative au statut du travailleur migrant;

— les traités bilatéraux en matière d'emploi, ratifiés par la loi du 13 décembre 1976 et conclus notamment avec l'Espagne, le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Algérie et la Yougoslavie;

— l'article 19, 6, de la Charte sociale européenne, dans lequel les Etats membres s'engagent « à faciliter autant que possible le regroupement de la famille du travailleur migrant autorisé à s'établir lui-même sur le territoire. »

Le droit au regroupement de la famille est, en effet, un droit fondamental, qui va de pair avec le droit inaliénable d'épouser la personne de son choix et de fonder librement une famille.

5) Compléter le quatrième et dernier alinéa par ce qui suit :

« Toutefois, lorsque les membres de la famille, visés aux articles 10, 4 et 6, d'un étudiant étranger autorisé à séjourner dans le Royaume introduisent auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge une demande en vue d'obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois, cette autorisation doit être accordée si l'intéressé ne se trouve pas dans l'un des cas visés à l'article 3, 2° à 4°, et s'il apporte la preuve qu'il dispose de moyens de subsistance suffisants. Le Roi détermine périodiquement le minimum de ces moyens de subsistance. »

JUSTIFICATION

Les études ne peuvent être considérées comme un motif de briser la vie familiale, d'autant plus qu'elles peuvent durer longtemps.

En outre, il est à noter qu'il n'y a en l'occurrence pas lieu de craindre que les citoyens de notre pays doivent un jour contribuer à couvrir les besoins de ces étudiants, puisque ceux-ci doivent faire la preuve qu'ils disposent de moyens de subsistance suffisants avant d'être autorisés à séjourner sur notre territoire.

Art. 3.

1) Compléter cet article par ce qui suit :

« Au même article 58, premier alinéa, les mots « ou auprès de l'administration communale du lieu de résidence de l'intéressé » sont insérés après les mots « auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge. »

JUSTIFICATION

Cet amendement a pour but de permettre à certains étudiants de régulariser effectivement leur séjour en Belgique, comme c'était possible avant l'adoption de la loi du 15 décembre 1980. Dans le cadre des discussions sur le projet dont est issue cette loi, on a finalement adopté un texte dépassant le but recherché.

En voulant à juste titre supprimer une procédure imparfaite (qui obligeait l'étranger à obtenir une autorisation de séjour provisoire dans un pays voisin),

wiens echtgenote ofwel overlijdt ofwel van hem scheidt waarbij de kinderen hem worden toegewezen, hetzij ingevolge het openvallen van de voogdij, hetzij in geval van toewijzing van hoederecht. Door de invoering van de voorgestelde termijn zou het al dan niet uitoefenen van de gezinshereniging afhangen van het toeval en niet van de objectieve oorzaak.

Door het systeem dat het huidige ontwerp voorstelt, kan weliswaar de Minister, bij toepassing van artikel 9, toelating verlenen in bepaalde gevallen, doch de vreemdeling is volledig overgeleverd aan het arbitraire oordeel van de Minister waartegen geen beroep bestaat. Door de aanvaarding van dit amendement krijgt de vreemdeling in zijn hoofdteel een recht toegewezen, waarvan de uitoefening niet afhangt van een willekeurige beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde.

4) Het derde lid weglaten.

VERANTWOORDING

Dit lid schaft het recht op gezinshereniging af van vreemdelingen die een recht op verblijf bekomen hebben in het kader van een gezinshereniging. Deze bepaling is in strijd met het recht op gezinshereniging, zoals voorzien in de volgende internationale verdragen :

— artikel 8 en 12 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens, waarbij artikel 8 bepaalt dat éénieder het recht heeft op eerbiediging van zijn privéleven en van zijn gezinsleven, en artikel 12 dat mannen en vrouwen van huwbare leeftijd het recht hebben te huwen en een gezin te stichten;

— Europese Conventie betreffende het statuut van de migrerende werknemer, artikel 12;

— de bilaterale tewerkstellingsverdragen geratificeerd bij de wet van 13 december 1976, meer bepaald met Spanje, Marokko, Turkije, Tunesië, Algerië en Joegoslavië;

— Europees Sociaal Charter, artikel 19, 6, waarbij de Lid-Staten zich engageren tot « à faciliter autant que possible le regroupement de la famille du travailleur migrant autorisé à s'établir lui-même sur le territoire. »

Het recht op gezinshereniging is immers een fundamenteel recht, dat verbonden is aan het onvervreemdbaar recht om de echtgenoot van zijn keuze te huwen en vrij een gezin te stichten.

5) Het vierde en laatste lid aanvullen met wat volgt :

« Wanneer echter de familieleden zoals bepaald in artikel 10, 4 en 6 van een tot het verblijf gemachtigde buitenlandse student bij een Belgische diplomatieke of consulaire post een aanvraag indienen tot het bekomen van een machtiging om langer dan 3 maanden in het Rijk te verblijven moet die machtiging toegekend worden indien de betrokkene zich niet bevindt in één der in artikel 3, 2° tot 4° bedoelde gevallen. En indien hij bewijst over voldoende bestaansmiddelen te beschikken. De Koning bepaalt periodiek het minimum van deze bestaansmiddelen. »

VERANTWOORDING

Studies mogen geen redenen zijn tot onderbreking van het gezinsleven. Temeer daar er dient rekening gehouden te worden met de langdurigheid van die studies.

Bovendien dient opgemerkt dat er in deze materie nooit kan gesproken worden van enig risico van de Belgische maatschappij om wat dan ook te moeten bijdragen, gezien de student in kwestie dient te bewijzen over voldoende bestaansmiddelen te beschikken vooraleer hij gemachtigd wordt tot verblijf op ons grondgebied.

Art. 3.

1) Dit artikel aanvullen met wat volgt :

« In hetzelfde artikel 58, eerste lid, worden na de woorden « Belgische diplomatieke of consulaire post », de woorden « of bij het gemeentebestuur van de verblijfplaats van de betrokkenen » ingevoegd.

VERANTWOORDING

Bedoeling van dit amendement is de regularisatie van het verblijf van studenten in België zo effectief mogelijk te maken. Dit conform de situatie die bestond vóór de goedkeuring van de wet van 15 december 1980. Ter gelegenheid van de discussies van hogergenoemde wet werd in feite het kind met het badwater weggegooid.

Enerzijds bedoelde men terecht, de gebrekkige procedure (deze procedure verplichtte de vreemdeling ertoe om in een ons omringend land een machtiging

on a également supprimé toute possibilité de régularisation dans notre pays, sauf lors de circonstances exceptionnelles.

De plus, il est quasi impossible pour des étudiants habitant dans certains pays, et principalement dans des pays en voie de développement, d'obtenir en Belgique tous les documents nécessaires pour s'inscrire effectivement dans l'enseignement supérieur belge. De ce fait, l'intéressé se voit contraint de faire éventuellement plusieurs allers et retours entre son pays d'origine et la Belgique avant de pouvoir entamer ses études.

2) Compléter cet article par ce qui suit :

« Dans le même article 58, le dernier alinéa est supprimé. »

JUSTIFICATION

Cette suppression est la suite logique du premier amendement à l'article 3.

3) Compléter cet article par ce qui suit :

« Le même article 58 est complété par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Le poste diplomatique ou consulaire, ou l'administration communale informe le Ministre de la Justice ou son délégué de l'introduction de la demande et remet une attestation de demande datée à l'intéressé.

« Si aucune décision n'a été prise dans le délai de trois mois suivant l'introduction de la demande, le poste diplomatique ou consulaire délivre une autorisation de séjour, ou l'administration communale délivre la preuve de l'inscription au registre des étrangers.

« L'attestation délivrée par l'administration communale autorise le séjour jusqu'à ce que le Ministre de la Justice ou son délégué ait pris une décision. »

JUSTIFICATION

Si l'on veut garantir effectivement ce droit, il est nécessaire de prévoir un délai en ce qui concerne la décision du Ministre de la Justice ou de son délégué.

Notre amendement permettra de mettre un terme à la situation actuelle qui se caractérise par un certain nombre d'abus, tels que l'absence de décision pendant des mois, avec la conséquence que même si la décision est favorable, l'intéressé ne peut plus entamer l'année académique en raison du caractère tardif de la décision.

Art. 4.

A la cinquième et à la dixième ligne du texte néerlandais, remplacer les mots « die studie » et les mots « zijn studie » par les mots « zijn studies ».

JUSTIFICATION

Cette rectification vise à mettre la terminologie utilisée en concordance avec les termes employés à l'article 61 actuel. Comme l'article 4 propose de compléter l'article 61 par un alinéa nouveau, il est logique sur le plan légistique d'utiliser une terminologie uniforme à l'intérieur d'un même article. De plus, il y aura de la sorte concordance entre la version néerlandaise et la version française où il est question « des études ».

Cette nouvelle formulation garantit également le droit de changer d'orientation ou de suivre successivement plusieurs types d'études.

tot voorlopig verblijf te halen) af te schaffen, maar anderzijds werd ook de mogelijkheid tot regularisatie in België hierdoor volledig ongedaan gemaakt, behoudens in uitzonderlijke omstandigheden.

Bovendien is het voor studenten die wonen in bepaalde landen, voornamelijk ontwikkelingslanden, zogoed als onmogelijk om in België alle nodige papieren te bekomen, nodig om de inschrijving in het Belgisch hoger onderwijs effectief te maken. Dit verplicht de betrokkene ertoe om eventueel meerdere malen de reis van zijn land van oorsprong naar België te maken, vooraleer hij zijn studies kan aanvangen.

2) Dit artikel aanvullen met wat volgt :

« In hetzelfde artikel 58 wordt het laatste lid geschrapt. »

VERANTWOORDING

Deze schrapping is het gevolg van het eerste amendement ingediend op artikel 3.

3) Dit artikel aanvullen met wat volgt :

« Aan hetzelfde artikel 58 wordt het volgende nieuw lid toegevoegd :

« De diplomatieke of consulaire post, of het gemeentebestuur brengt de Minister van Justitie of zijn gemachtigde op de hoogte van de aanvraag, en levert de betrokkene een gedateerd attest van aanvraag af.

« Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn van drie maanden, na aanvraag, levert de diplomatieke of consulaire post een machtiging tot verblijf af, of het gemeentebestuur het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister.

« Het attest dat het gemeentebestuur afleverde, dekt het verblijf tot aan de beslissing van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde. »

VERANTWOORDING

Het bepalen van een termijn voor de beslissing door de Minister van Justitie of zijn gemachtigde, is noodzakelijk om dit recht effectief te waarborgen.

Dit in tegenstelling tot de huidige situatie waarin een aantal misbruiken voorkomen : zoals bijvoorbeeld het maandenlange uitblijven van de beslissing met als gevolg dat zelfs bij een positieve beslissing de betrokkene het academisch jaar niet meer kan aanvangen gezien de laattijdigheid van de beslissing.

Art. 4.

Op de vijfde en de tiende regel, de woorden « die studie » en de woorden « zijn studie » telkens vervangen door de woorden « zijn studies ».

VERANTWOORDING

Op deze wijze wordt de terminologie in overeenstemming gebracht met de oorspronkelijke bepaling van artikel 61. Gezien het de bedoeling van artikel 4 is een lid toe te voegen aan artikel 61 is het legistisch logisch om dezelfde terminologie te hanteren binnen hetzelfde artikel. Bovendien brengt dit de Nederlandse tekst in overeenstemming met de Franse tekst waar sprake is van « des études ».

Door deze nieuwe formulering wordt het recht gegarandeerd om van studierichting te veranderen of na elkaar verschillende studierichtingen te volgen.

L. VAN DEN BOSSCHE.